

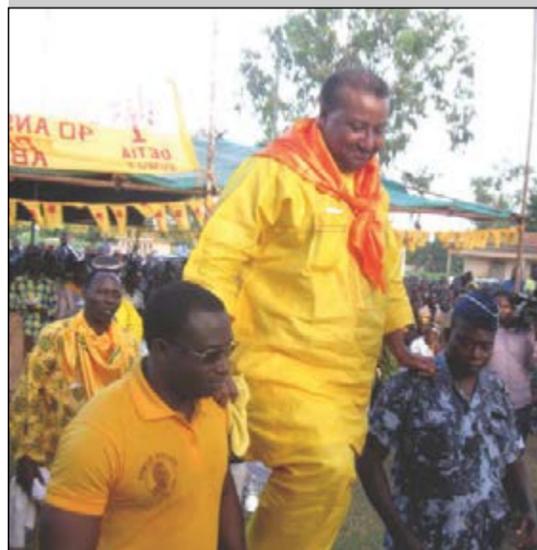


Lettre pastorale des évêques **Curieux et regrettable** **calme plat politique**

Quand une Lettre pastorale publiée par des évêques du Togo muselle les leaders politiques, il y a lieu de s'interroger et de se demander si tourne rond. « L'offensive » lancée tout dernièrement à travers un message, qui n'écarte du débat des sujets cruciaux tels la démocratisation du système politique, l'indépendance de la justice, la participation démocratique, la justice sociale, l'organisation des élections locales, la prise en compte de la dignité humaine, etc.

P3

DOSSIER



UFC Changement de cap, quel espoir ?

Le 5 mai 1992, le convoi de campagne de Gilchrist Olympio tombe dans une embuscade entre Bafilo et Soudou. Selon des témoins, vers 12 heures, une bombe explose devant le véhicule à bord duquel avait pris place Gilchrist Olympio dit « Yovovia »... Il y a 24 ans que ce triste incident s'est produit...

PP 6 & 7

HEMICYCLE

L'opposition déjà en rang dispersé



P 3

BANQUE

Togo 40^e membre d'Afrexim bank



P 5

EDITO

Dama Dramani, faiseur ou fossoyeur de lois ?

Décidément, à la tête de l'Assemblée nationale togolaise, il y a de ces présidents qui ne manquent pas de culot. En effet, si Abass Bonfoh, en son temps, il y a quelques années, surprenait tous les Togolais dans une réaction très grossière au sujet des violences électorales de 2005, son successeur Dama Dramani, faisant fi de l'indignation et du sentiment de révolte au sein de la corporation des journalistes, a poussé l'arrogance jusqu'à empêcher un journaliste de la télévision...

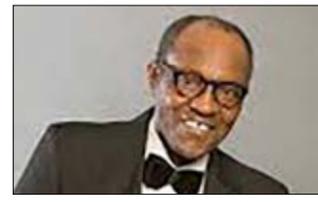
P 3

tm ► **Contenu**



Côte d'Ivoire / Réfugiés
350 réfugiés au Libéria
rentrent au pays

P 4



Nigeria / Finances
Hausse record du
budget

P 5



Découverte
Mensah Gnawo,
chantre des faits de
société

P 9



Eperviers
Le Roy, sa liste et
la réunion avec les
entraîneurs locaux

P 10



Media
Innovation pour le
site Africa Rendez-
vous

P 11

tm ► **Nation**

Kara / Entrepreneuriat pour étudiants et ex détenus

L'Ambassade des Etats Unis d'Amérique au Togo a organisé du 18 au 20 avril 2016 à Kara un atelier de formation en entrepreneuriat en faveur d'une trentaine de jeune dont des étudiants et ex détenus de la région. L'atelier se situe dans le cadre des programmes de promotion de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes.

L'Ambassade des USA entend par cette formation faciliter la réinsertion sociale des jeunes dans la vie active.

Golfe / Bourses pour 850 orphelins

850 orphelins de l'ONG l'Appel, l'Orientation à l'Islam et la Bienfaisance (AOIB) de la zone méridionale du Togo ont reçu des bourses scolaires le 30 avril à Lomé.

Ce geste de la « Croissant Rouge d'Emirat Arabe Unis et de l'ONG Qatar Charity » a permis d'allouer à chacun des 850 orphelins, des bourses allant de 187.000 à 833.000 F Cfa. L'objectif visé est de soutenir ces orphelins dans leur cursus scolaire et subvenir à leur besoins vitaux.

Le président de l'Union Musulmane du Togo (UMT) El Hadj Inoussa Bouraïma a encouragé d'autres bonnes volontés togolaises à accompagner l'ONG AOIB pour la prise en charge des orphelins.

Oti / Projet de gestion des berges

Le projet « Réduction des risques et dégâts causés par les inondations le long de la rivière Gamba et Nagbagnoupié, son affluent principal » a été lancé le 22 avril 2016 à Nadjir dans le canton de Loko.

Initié par l'Etat togolais par l'entremise du Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT) avec l'appui financier de la Banque Mondiale, cette initiative s'inscrit dans un contexte de dégradation avancée du couvert végétal du milieu. Il a pour objet de sensibiliser et de conscientiser les populations riveraines sur la gestion rationnelle des berges et de les amener à s'approprier la mise en œuvre du projet en vue de garantir sa pérennité.

Il contribuera aussi à réhabiliter et à gérer durablement ces cours d'eaux afin de minimiser les risques et les dégâts causés par les inondations.

Cinkassé / L'USP de Boadé électrifiée

L'Unité de Soins Périphériques (USP) de Boadé à Cinkassé est dotée d'un système d'électrification solaire. En effet, l'USP a bénéficié le 29 avril 2016 d'un don de six plaques solaires d'une capacité de 1000 Kw offertes par l'ONG Service Humanitaire de Développement (SHD), laquelle est basée à Dapaong.

Le don s'inscrit dans le cadre du projet de promotion des énergies renouvelables dans la région des Savanes.

Les plaques solaires permettront au personnel soignant de l'USP de travailler dans de meilleures conditions surtout pendant les nuits, où l'accueil des malades et leur prise en charge étaient difficiles. Cette électrification aidera dans la conservation des produits pharmaceutiques et des vaccins.

Extrait de la lettre pastorale des Evêques du Togo

A l'occasion de la commémoration des 56 ans de l'indépendance du Togo, les Evêques ont adressé à tout le peuple togolais un message de paix et un appel à la responsabilité de tous pour fonder solidement notre « communauté nationale ».

« ... Nous avons encore en mémoire les paroles prononcées il y a quelques années par le Chef de l'Etat, le 26 avril 2012, à la veille de la commémoration de notre accession à la souveraineté nationale: « La Société que nous entendons bâtir est avant tout une société d'ouverture et d'inclusion. Les hommes et les femmes qui la composent doivent bénéficier de l'égalité des chances : égalité des chances devant la loi, égalité face à l'école, égalité face à l'emploi. En toutes circonstances, le mérite doit l'emporter sur tous les autres critères ».

4.6. Combattre l'impunité et promouvoir le dialogue. Face aux violences sporadiques et aux conflits sociaux mal gérés que connaît encore notre Pays malgré la tranquillité relative qui le caractérise depuis quelques années, nous exhortons chaque citoyen, en particulier les pouvoirs publics, à combattre l'impunité et à promouvoir inlassablement le dialogue. Ne donnons pas aux populations l'amère impression que c'est seulement la violence qui fait « bouger les choses » au Togo ; ne laissons pas s'installer chez nous l'odieuse tendance à se faire justice à cause de la défaillance de la justice ; ne nous laissons pas de chercher ensemble les solutions appropriées à nos défis communs, car le dialogue n'est ni capitulation ni faiblesse devant une

opinion contraire mais écoute respectueuse de l'autre et engagement sincère avec lui à construire ensemble notre Pays.

À la société civile et à tous les hommes de bonne volonté

5.1. Veille citoyenne

Parce qu'il arrive à nos gouvernants, régulièrement, d'oublier qu'ils sont avant tout à notre service, c'est de la responsabilité de la société civile de le leur rappeler, non moins régulièrement. La société civile doit reposer avant tout sur une valeur fondamentale à savoir celle de l'initiative personnelle des citoyens, seuls ou rassemblés de diverses manières. De plus, parce que le « développement » ne viendra pas seulement « d'en-haut », c'est-à-dire de l'État seul, le rôle de la société civile ne saurait être sous-estimé.

Arrêtons de tergiverser ou de nous laisser emprisonner par le passé. Osons aller de l'avant !

C'est avec ce sentiment d'espérance et le regard tourné vers le Dieu de miséricorde que nous vous saluons et vous adressons, à tous, notre paternelle bénédiction. Que la Bienheureuse Vierge Marie, Mère de la Miséricorde, Saint Jean Paul II et Saint Jean XXIII nous soutiennent par leur intercession ! ».

S.E Mgr Benoît ALLOWONOU
Evêque de Kpalimé
Président de la CET

Kloto / Économie agricole et produits financiers

Les acteurs de la microfinance rurale de la région de Plateaux et les représentants de la Mutuelle des Groupements de Producteurs de Café Cacao (MGPC-Dékawowo) ont participé les 03 et 04 mai 2016 Kpalimé à un atelier de formation sur l'économie agricole et la planification des opérations des produits financiers.

Les participants ont été sensibilisés à se familiariser avec les différents produits ou services financiers que la MGPC offre à la population et à apporter un appui à l'augmentation de la bancarisation du monde agricole.

Organisée par la coopération allemande, cette rencontre a permis de renforcer les capacités des agents de la MGPC sur les spécificités des activités de production agricole notamment les filières maïs, riz, manioc, café et cacao ainsi que les risques liés aux crédits agricoles.

Tchamba / Gestion des forêts scolaires

Trente établissements scolaires de la préfecture de Tchamba ont bénéficié de matériel de développement des produits ligneux le 04 mai 2016 en vue d'entretenir des forêts scolaires créées dans les établissements.

Les kits qui sont évalués à une somme de 2.561.250 F Cfa sont composés d'une brouette, de trois râtaux, de trois arrosoirs, de deux pioches, de trois machettes, de trois pelles, de trois houes et d'un décimètre.

Les établissements bénéficiaires ont été sélectionnés dans le cadre du projet de développement des bonnes pratiques de gestion durable des terres lancé par la Commission Préfectorale de Développement Durable (CPDD) de Tchamba. Le projet prévoit la vulgarisation d'un paquet technologique de pratiques de gestion durable des terres et d'adaptation aux changements climatiques auprès des agriculteurs.

Rassemblés par Elom H. (Stagiaire)

La Neutralité Positive

tm

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_ LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : +228 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Mson de la Presse: Casier N° 53

Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3^e Mson avant
Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Comité de rédaction :
Carlos Amevor
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Rachidou Zakari
Alexandre Wémima
Elom Hounkpati

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Chargée d'affaires:
Dédé Babanawo

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: St Louis
Distribution :
Togomatin marketing

Tirages : (2000 exemplaires)

Edito

...nationale d'exercer librement son métier, au vu et au su des honorables députés siégeant à l'Assemblée nationale, des journalistes et autres citoyens togolais, qui ont fait le déplacement de l'hémicycle l'autre jour afin d'assister à l'élection de futurs membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC).

Des députés, des journalistes, etc. ont assisté pantois mais surtout inquiets au spectacle d'un président de l'Assemblée nationale intimant l'ordre à un journaliste désirant

arraché la réaction du Chef de file de l'opposition quittant la salle de faire librement son travail. Ils étaient inquiets, parce que ce 2 mai, veille de la journée internationale de la Liberté de presse, voir le numéro 1 des législateurs togolais étaler comme cela son appétit vorace pour la liberté de presse, il y a lieu de se demander : quid de la liberté de presse au Togo ? Etre au perchoir place-t-il désormais le législateur au-dessus la loi ? Ou, ce privilège lui ouvre-t-il le droit de devenir toute honte bue et avec mépris un fossoyeur de la loi ? Non et

absolument non, sans aucun doute.

Un tel comportement, si rien n'est fait pour éviter des rééditions, montre qu'à l'Assemblée nationale togolaise il existe un écart entre les principes et les actes. Un tel acte ne peut qu'entretenir le discrédit général à l'égard du législateur - même s'il demeure un élu - et par voie de conséquence sur la justice togolaise.

Le miroir que nous tend celui qui détient un pouvoir très important - aussi bien dans le système de gouvernance que dans le parti au

pouvoir - est redoutable. Ce miroir ne loue pas du tout le rôle noble d'éclairer, de passeur d'idées, de médiateur...que joue le journaliste dans nos sociétés modernes. Ce miroir ne nous donne pas de bonnes raisons de nous regarder en face, sans complaisance. Ce miroir nous donne malheureusement une image brisée rappelant à quel point, face à d'énormes contradictions, l'Assemblée nationale togolaise a d'énormes défis à relever.

Dieudonné Korolakina

Lettre pastorale des évêques Curieux et regrettable clame plat politique

Quand une Lettre pastorale publiée par des évêques du Togo muselle les leaders politiques, il y a lieu de s'interroger et de se demander si tourne rond. « L'offensive » lancée tout dernièrement à travers un message, qui n'écarte du débat des sujets cruciaux tels la démocratisation du système politique, l'indépendance de la justice, la participation démocratique, la justice sociale, l'organisation des élections locales, la prise en compte de la dignité humaine, etc. a beau faire le chou gras des médias, a beau être amplifiée par des médias, dans le rang des politiques togolais, c'est un motus et bouche cousue regrettable que l'on note.



Mgr Denis Amouzou Djakpa (Photo illustrative)

Les déclarations des prélats, ressassées depuis plusieurs jours, n'ont d'effet à présent que sur de rares figures que compte encore le landerneau politique. C'est le cas du Prof. Aimé Gogué, de l'Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI), qui regagne ainsi l'arène politique après un long passage à vide. Il s'est justement insurgé contre le silence du citoyen

ordinaire et a chargé les leaders d'opinion togolais suite à la récente lettre pastorale rendue publique par la conférence des évêques du Togo. «...Comme la très grande majorité des Togolais j'étais arrivé au constat que la population togolaise n'était plus crédible aux yeux de la population. Et ceci pour plusieurs raisons dont l'absence d'union et de stratégie claire voire d'incompétence diront

certains.

Sans vouloir disculper l'opposition je me suis demandé si en plus de cela il n'y a pas le fait que nous ayons cru à tort qu'il revenait aux seuls politiques voire opposants de nous trouver des solutions à nos problèmes politiques: il y a échec des réformes: c'est la faute à l'opposition; il n'y a pas alternance: l'opposition est

incapable et n'est composée que de gens qui ne recherchent que leurs intérêts face à UNIR qui est une machine à réfléchir (!).

La lettre des évêques nous interpelle tous: politique, société civile, simple citoyen, etc. Malheureusement, j'ai été très désagréablement surpris par le peu de réactions/intérêt qu'elle a suscité sur les différentes plateformes», note avec regret l'homme politique.

Il s'avère que l'opposition, le parti au pouvoir et la société civile partagent bien des tords, n'ont pas grand-chose à offrir au pays, sauf des déclarations d'allégeance à leurs différentes lignes politiques, en s'attaquant parfois grossièrement aux adversaires. Ce mutisme regrettable porte les signes d'un essoufflement de la lutte politique, du désespoir des voix sensées portées la contradiction. Dans le prolongement de la publication de cette lettre, on aurait aimé entendre ces voix-là ou à tout le moins, celles qui apportent de l'eau au moulin de celles des clergés catholiques qui

dépassionnent tant bien que mal le débat politique.

Certes, la prêtrise n'est pas de la politique et vice-versa, certes l'immixtion du prélat dans le débat politique peut être quelque part contrariée par la nature, avant tout pastorale, c'est-à-dire sensée s'intéresser prioritairement au salut des âmes. Mais ce n'est pas assez pour justifier le retrait de l'Eglise d'un combat engagé, de part et d'autre, et au cœur duquel se retrouvent les fidèles, les filles et fils de Dieu, dont l'Eglise se bat pour sauver les âmes. Tout comme le parti au pouvoir, qui a un fond cinquantenaire, les formations politiques qui se réclament de l'opposition n'arrivent toujours pas à se régénérer, après 25 ans de multipartisme marqué plusieurs hauts et bas.

Et faute de réactions du gratin politique et de la société civile, suite à la publication de cette Lettre pastorale, il faut alors peut-être engager les uns et les autres à en faire un bréviaire. Cela aiderait sans doute à en percevoir l'utilité.

TM

Projets de loi à l'Assemblée L'opposition déjà en rang dispersé

Les deux projets de loi du gouvernement relatifs à la décentralisation pris en Conseil des Ministres devront être votés ce vendredi à l'Assemblée Nationale. Depuis son adoption, des voix s'élèvent au sein de la classe politique de l'opposition pour dénoncer son caractère unilatéral.



Députés en session

Ces projets de lois relatifs à la création de nouvelles préfectures et communes sur la table de discussion est l'un des sujets qui secoue l'opposition togolaise. Comme toujours en rang dispersé, chacun donne sa version.

Pour le Président du NET, le gouvernement avait déjà mis en place un comité technique qui a travaillé avec des représentants de partis majoritaires de l'opposition. Cela est largement suffisant et le reste peut se dérouler à

l'Assemblée nationale.

Pendant qu'au Nouvel Engagement Togolais (NET), on est pressé de voir les textes à l'hémicycle pour leur étude, à la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), on s'offusque contre le texte.

« Les nouvelles communes définies sont essentiellement le fruit de réflexion et de découpage. Mais quelles sont les bases ? Nous ne savons rien. Et nous voilà déjà à la représentation nationale. Nous ne sommes pas dans un pays normal, sinon avant d'aller à la représentation nationale, on doit rendre public le projet pour que le débat national s'instaure afin de trouver un consensus. Chez nous, c'est le diktat qui continue. On va sortir cette loi et tout le monde sera mécontent, c'est cela le problème », Pascal Adoko,

Secrétaire général adjoint de la CDPA.

Le principal parti de l'opposition a, depuis l'annonce de cette loi, dénoncé la position unilatérale du parti au pouvoir.

« Nous demandons des élections locales, mais pas dans ces conditions. Ces locales doivent être organisées de manière consensuelle. Il y aura du boulot à l'Assemblée nationale et vous verrez. La démarche engagée par le gouvernement va se heurter à la contestation de l'opposition », a laissé entendre Jean Pierre Fabre.

Même son de cloche au "Togo Autrement" où Fulbert Atisso, président de ce parti, ne voit pas en l'envoi des textes à l'Assemblée nationale une urgence.

« Nous ne sommes pas

d'accord avec la démarche du gouvernement qui cache des intentions malveillantes parce qu'il ne peut pas envoyer un projet de loi comme ça à l'Assemblée nationale sans qu'il ait recueilli les contributions des acteurs politiques et des Togolais qui sont les bénéficiaires de cette décentralisation. Je ne suis pas non plus d'accord avec le dialogue proposé par certains partis politiques », a-t-il indiqué.

D'une seule et même voix, Tchassona et Gerry Taama, eux, soutiennent la procédure du gouvernement.

Voilà le visage de l'opposition qui compte venir à bout du régime Unir qui visiblement, semble plus soudé que jamais. Même si le MCD et le NET n'ont pas de représentation à l'Assemblée Nationale, il est prévisible que ces textes soient votés par la majorité.

Affaire à suivre!

lcihome.com



Bénin / Relance du secteur cotonnier

Talon déblaie le secteur pour lui ou pour l'Etat ?

Trois Conseils de ministres ont meublé les rencontres hebdomadaires du nouveau président Talon avec ses ministres, depuis son investiture du 6 avril dernier. Et à chaque fois, des décisions importantes touchant le secteur cotonnier, un secteur dans lequel il a fait fortune. La question qu'on est tenté de se poser est celle de savoir si ces décisions ne cachent-elles pas des ambitions inavouées du nouveau locataire de la Marina de déblayer le terrain pour des causes personnelles ?



Patrice Talon

On se rappelle, l'origine de ses déboires avec le régime Boni Yayi venait justement de ce secteur. Le 10 janvier 2014, le gouvernement de Yayi avait réquisitionné six usines sur

les dix que possédait la Société pour le Développement du Coton (SODECO), dont Talon était actionnaire. En outre, à la suite d'accusations de malversations, l'accord cadre qui déléguait la gestion de

la filière au secteur privé via l'Association interprofessionnelle du coton (AIC, structure réunissant les producteurs, les égreneurs et les distributeurs d'intrants) avait été annulé en avril 2012. Toutes ces décisions avaient été taxées d'être orientées contre Patrice Talon. Ce qui paraît évident, puisque dès son élection, Talon va se faire le devoir de le déblayer le terrain.

Ainsi, Le 11 avril, le gouvernement a d'abord mis fin aux réquisitions des usines d'égrenage de la Société pour le développement du coton (Sodeco), dont Talon est actionnaire majoritaire. Il a également été demandé au directeur général de la Sonpra (Société nationale pour la promotion des produits agricoles) « de régler les redevances de (cette) réquisition ». Une « redevance » estimée à 12 milliards de Francs CFA. En plus, l'accord cadre qui déléguait la gestion de la filière au secteur privé via l'Association interprofessionnelle du coton (AIC, structure réunissant les producteurs, les égreneurs et les distributeurs d'intrants), et dont Talon est vice-président, a été

rétabli ce 28 avril.

Difficile de croire qu'il ne s'agit là que de décisions visant l'intérêt des Bénéinois. Surtout quand on rencontre les intérêts de Talon un peu partout. Mais pour Pascal Irénée Koupaki, ministre d'État, secrétaire général à la présidence, Ce cadre de transition était contraire à l'option fondamentale de libéralisation et aux lois de la République. La gestion transitoire a coûté cher au Trésor public et la filière connaît encore des difficultés.

Tout compte fait, ces mesures ont le mérite de libéraliser le secteur et de rétablir des règles pour une bonne campagne cotonnière qui devrait débiter dans moins d'une semaine. En décidant de « solder immédiatement l'ardoise de 19,5 milliards de francs dus aux cotonculteurs au titre de la campagne précédente », le 5 mai dernier en Conseil de Ministres, le gouvernement béninois espère relancer la production et l'exportation du coton dont la baisse de 18% est annoncée pour cette année en raison de conditions météorologiques défavorables.

Alexandre Wémima

RDC / Justice

Moïse Katumbi devant le Procureur

Ce matin du lundi 9 mai 2016, l'ancien gouverneur du Katanga Moïse Katumbi comparait par devant le Procureur général de Lubumbashi. Un mandat de comparution qui sonne comme une réponse à sa volonté déclarée de se présenter à la prochaine présidentielle.



Moïse Katumbi

Quelques jours seulement après sa déclaration, Moïse Katumbi est acculé par des mandats de comparution devant le parquet général. Une première, et ensuite une seconde reçue ce samedi matin par ses avocats après plusieurs heures de confusion.

Dès vendredi, un premier mandat de comparution circulait sur les réseaux sociaux. Dans ce document, le parquet convoquait Moïse Katumbi à 10 heures ce samedi pour « être entendu sur les faits à lui imputés ». Selon une source officielle locale, une simple invitation à se présenter avait d'abord été envoyée, invitation à laquelle l'ex-gouverneur n'aurait pas répondu, d'où l'émission de ce mandat de convocation. Le document ne précise pas sur quel fait porte l'audition, mais depuis mercredi

4 mai, une enquête a été ouverte sur demande du ministre de la Justice, qui a accusé l'ex-gouverneur d'avoir recruté des mercenaires, notamment américains.

L'intéressé est quant à lui serein et a conscience tranquille selon ses propos. Il demande cependant que l'enquête ouverte soit diligentée avec la communauté internationale.

Moïse Katumbi dénonce par ailleurs la perquisition aujourd'hui dans l'une de ses propriétés, une ferme située à 20 kilomètres de Lubumbashi, sans sa présence ou celle de ses avocats. Une information non confirmée par les instances judiciaires, qui se refusent à tout commentaire à ce stade de l'enquête.

TM

Côte d'Ivoire/Réfugiés

350 réfugiés au Libéria rentrent au pays

En mission depuis quatre jours au Libéria voisin, une délégation du gouvernement ivoirien, avec à sa tête la Ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de l'Indemnisation des victimes, a réussi le retour volontaire de 350 Ivoiriens réfugiés dans le pays depuis la crise post-électorale de 2010 en Côte d'Ivoire.

En 2012, le gouvernement a entrepris avec le HCR une opération de rapatriement volontaire des réfugiés interrompue en juillet 2014 en raison de l'épidémie d'Ebola au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone.

L'opération a repris récemment avec plusieurs vagues de rapatriement, mais selon le HCR, au moins 38.000 Ivoiriens vivent encore dans les pays limitrophes, principalement dans trois camps au Libéria mais également au Ghana et au Togo.

Fidèle à sa politique de réconciliation,

processus de réconciliation nationale et de reconstruction en cours en Côte d'Ivoire.

Mariatou Koné conduisait une délégation composée de représentants des ministères des Affaires étrangères, de l'Education nationale, de l'Intérieur et de la Sécurité. Depuis mardi dernier, cette délégation séjournait au Libéria. L'objectif était de favoriser le rapatriement volontaire de milliers d'Ivoiriens réfugiés dans le pays depuis la crise post-électorale de 2010 en Côte d'Ivoire.

Près de 300.000 Ivoiriens avaient fui



Mariatou Koné au micro des journalistes

le président Ouattara réaffirmait le dimanche dernier, à l'occasion de la fête du travail, son engagement à favoriser le retour des exilés Ivoiriens afin de leur permettre de prendre leur place dans le

leur pays et 200.000 d'entre eux avaient trouvé refuge au Libéria au plus fort des affrontements post-électorales qui ont fait officiellement 3.000 morts en Côte d'Ivoire.

TM

Banque

Togo 40^e membre d'Afreximbank

L'Afreximbank a manifesté la semaine dernière son intérêt pour le marché togolais. C'est ce qui est sorti de la rencontre entre le directeur de l'entreprise Okey Oraman et le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé.



À l'issue d'une rencontre le mercredi 04 mai à Lomé avec le chef de l'Etat, le patron de l'Afreximbank a indiqué que l'institution veut bien venir investir au Togo dans les secteurs de la logistique, du

tourisme et de l'agriculture.

Pour leur part, les autorités togolaises ont approuvé l'adhésion du Togo à l'Accord d'établissement de la Banque Africaine

d'Import-Export (Afreximbank), faisant de la République Togolaise le 40^e pays Africain à devenir membre de l'institution de financement du commerce. Le Président Faure, qui a fait l'annonce lors de la rencontre avec Dr. Benedict Oramah, a déclaré que la décision du pays à rejoindre la banque était guidée par le fait que la stratégie d'Afreximbank, en particulier sa vision du commerce intra-Africain, était en droite ligne avec la vision du Togo et les besoins de développement économique du pays.

Okey Oraman a également indiqué que Lomé était rentrée dans un processus d'adhésion et qu'il était possible d'envisager l'ouverture d'une succursale à Lomé.

Selon Dr. Oramah, suite à la signature de l'instrument d'accession, Afreximbank entreprendra de travailler avec les entités Togolaise, dont le secteur privé, pour identifier les opportunités immédiates qui permettraient de déployer les

programmes de financement du commerce d'Afreximbank, notamment dans l'industrie des services, la transformation des matières premières agricoles et le secteur de la logistique.

Dr. Oramah a également tenu des réunions avec plusieurs ministères et dirigeants d'agences gouvernementales en vue de démarrer les discussions sur les opportunités de collaboration et les projets qui pourraient être soutenus par la Banque.

L'accession du Togo à Afreximbank fait suite à une visite effectuée par le Président Gnassingbé au Siège d'Afreximbank au Caire le 11 Avril dernier.

La Banque africaine d'import-export a été créée au Nigeria en 1993 par des gouvernements africains, des investisseurs privés et institutionnels africains, ainsi que par des institutions financières et des investisseurs privés non africains en vue du financement, de la promotion et du développement des échanges commerciaux entre les pays d'Afrique ainsi qu'avec les autres régions du monde. Elle a jusqu'à présent approuvé près de 35 milliards de dollars de lignes de crédit à des entreprises africaines, dont environ 4,5 milliards de dollars en 2014, dernier chiffre communiqué.

Rachidou Zakari

Médias

Star Times, à la conquête du marché africain

À l'image de beaucoup d'entreprises distributrices de chaînes TV, l'entreprise Star Times compte bien s'offrir sa part du gâteau du marché africain de la télévision. Un marché longtemps dominé par Canal + Afrique, mais sur lequel elle doit subir des concurrences de plus en plus amères.



Décodeur de Star times

Canal+Afrique n'est plus seule sur le marché africain. Le groupe français devra désormais agir en tenant compte de la présence de rivaux de taille et aux ambitions gigantesques.

Parmi ceux-ci le chinois Star Times. Ce distributeur de chaînes connaît bien le continent noir. Burundi, Centrafrique, Nigéria, Ghana, Rwanda, Kenya, Guinée, Mozambique font partie des pays investis par l'opérateur venu de l'Empire du milieu.

La semaine dernière, l'entreprise a obtenu

son droit de cité qui lui permet d'opérer en Côte d'Ivoire.

L'objectif est désormais de couvrir au moins trente pays africains. Concernant la Côte d'Ivoire, Star Times se fixe pour objectif d'enrôler 30 millions d'abonnés d'ici 2018.

Pour donner corps à cette ambition, l'opérateur qui aura son siège social au Kenya entend proposer plus de contenus africains.

TM

Nigeria / Finances

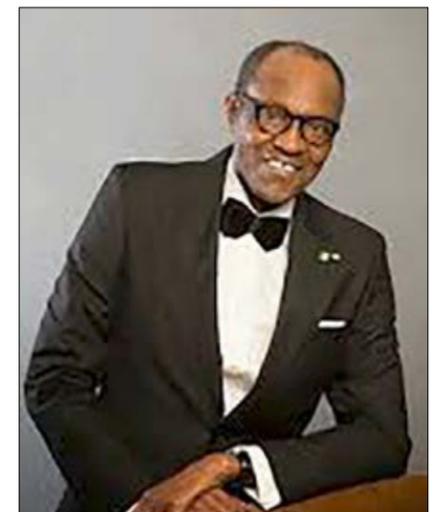
Hausse record du budget

Le président nigérian Muhammadu Buhari a promulgué ce vendredi le budget 2016 évalué à 6 060 milliards de nairas, soit 26,4 milliards d'euros, en progression de 44%, par rapport à celui de 2015.

Une hausse record fondée sur l'hypothèse d'un cours moyen du brut à 38 dollars pour une production journalière projetée à 2,2 millions de barils, d'une part, et d'autre part sur des projections d'une hausse d'environ 46% des recettes hors hydrocarbure, à 3 380 milliards de nairas. Premier budget de son mandat, le président Buhari avait rejeté en décembre dernier une première mouture établi à 6 080 milliards de nairas jugé un peu trop optimiste quant à l'évolution des cours de l'or noir et pour cause de nombreux doublons et erreurs de calculs dans la présentation des dépenses. Déficit

Le Nigeria traverse « probablement la plus pire période économique de son histoire » mais reste optimiste quant à la mobilisation des ressources, s'est voulue rassurant Buhari qui s'adressait à l'occasion devant des membres de son gouvernement.

Mais les défis à relever n'en demeurent pas pour autant important avec un déficit budgétaire estimé à environ 2 200 milliards nairas pour lequel la première économie du continent compte se tourner vers les marchés financiers pour emprunter « au meilleur taux possible ». Fin avril, l'agence de notation Moody's a baissé d'un cran la note souveraine du pays de Ba3 à B1 avec « perspective



Pdt Muhammadu Buhari

stable » notant toutefois un niveau d'endettement du pays relativement faible, à 16% du PIB.

Durement frappé par la crise du pétrole, le Nigeria peut compter sur une volonté affichée des autorités de mettre un terme à une corruption devenue endémique et à la diversification de son économie dans les secteurs agricole et manufacturier.

financialafrik.com

Burkina-Faso / Mines

3 ans supplémentaires pour le projet Kerboulé

La compagnie minière Alecto Minerals s'est vue octroyer trois années supplémentaires sur ses permis d'exploration minière Gassel-Manere et Araé, connus sous le nom du projet Kerboulé au Burkina-Faso.

Ce temps supplémentaire permettra à la société d'élargir les 230 758 oz de ressources aurifères estimées dans le corridor Kerboulé-Yalema (KY) et pour achever

une exploration plus poussée à la cible de Palpaga.

« Avec près de 0,25 million d'onces déjà définies dans le corridor KY, et



Or du site Kerboulé

une vaste cible d'exploration à Palpaga, l'entreprise reste confiante qu'avec le temps supplémentaire d'exploration, ce projet offrirait des rendements futurs importants », a commenté le PDG de la société Mark Jones.

Par ailleurs, la société demeure focalisée sur son intention de devenir, à court terme, un producteur en développant son gisement d'or Matala en Zambie.

Le projet Kerboulé couvre 399,5 km² sur la très prometteuse ceinture aurifère Djibo, datant du Birimien dans le nord du Burkina Faso.

agence ecofin



Union des Forces de Changement

Changement de cap, quel espoir ?

Le 5 mai 1992, le convoi de campagne de Gilchrist Olympio tombe dans une embuscade entre Bafilo et Soudou. Selon des témoins, vers 12 heures, une bombe explose devant le véhicule à bord duquel avait pris place Gilchrist Olympio dit « Yovovia »... Il y a 24 ans que ce triste incident s'est produit. Plus de deux décennies après beaucoup d'eau a coulé sous le pont et l'homme s'est montré politiquement changeant et ondoyant, pour reprendre la formule de Montaigne.

Le parti a subi avec l'histoire beaucoup de revers, a perdu de sa superbe, mais l'Union des Forces de Changement (UFC), reste une formation politique qui se bat sur l'échiquier national pour un changement et également pour la conquête du pouvoir. L'UFC, dans ses principes de base, a pour ambition de promouvoir une démocratie politique fondée sur le multipartisme, la liberté du vote et l'alternance, la séparation des pouvoirs, la liberté de la presse et la libre circulation de l'information, la liberté de pensée, le respect des droits universels de l'homme, la responsabilité des dirigeants devant les citoyens, et l'Etat de droit. Le président national de l'UFC, Gilchrist Olympio est un personnage légendaire dont les actions et les parcours politiques de ces dernières années sont gravés dans l'histoire du Togo. Togomatin a cherché à savoir comment est-ce que l'UFC est née, comment évolue-t-elle et quelle est sa nouvelle stratégie pour la conquête du pouvoir. Au-delà de tout, qui est au juste Gilchrist Olympio ?... Dossier

Création de l'UFC



Le logo de l'UFC

L'UFC a été créée le 1er Février 1992, quelques mois après le rétablissement du multipartisme au Togo, en tant que fédération de huit partis politiques (UTR, PFC, MTD, FCDDT, SDT, ATD, PDU, UDS) se réclamant de l'héritage de l'ex -

Comité de l'Unité Togolaise (1941-1967), le mouvement patriotique de masse qui, à partir de 1946 conduisit le pays à la victoire lors des élections législatives de 1958 et à l'indépendance en 1960.

Engagements politiques

« Le 12 avril 1991, dans le cadre des négociations à la Commission mixte paritaire, le Front des associations pour le renouveau (FAR), réussit à arracher au gouvernement, une série de décisions qui firent l'objet d'une loi adoptée par l'Assemblée Nationale, dont la charte des partis qui autorisait la création de partis politiques. Après 22 ans de régime de parti unique, une telle décision suscita, comme on pouvait s'y attendre, l'éclosion de plusieurs partis sous l'impulsion de jeunes et nouveaux talents politiques désireux d'exprimer leurs opinions, jusque-là étouffées par la dictature, et d'imprimer une nouvelle orientation démocratique à la vie politique économique et sociale du pays. Cette prolifération de partis et d'idées devaient, à la fois, garantir une large participation à la conférence nationale souveraine et enrichir le débat qui s'y engageait au nom de la démocratie.

Sollicité par quelques-uns de ces partis, j'ai décidé de n'adhérer à aucun comme membre à part entière, mais de rappeler à toutes ces formations, et particulièrement à mes compagnons de luttes des années passées, mon action politique toujours inspirée de la mémoire des grands combattants nationalistes de

notre pays et du vaste mouvement qui a conduit à la victoire historique du 27 avril 1958. Cette logique m'amena à soutenir sans réserve les partis qui s'engageaient dans la lutte pour libérer le pays de la dictature. Avec eux, j'ai constitué un comité de coordination placé sous la présidence d'honneur d'une figure historique de la lutte pour l'indépendance.

Le processus de changement se caractérise par notre rejet de la notion de modèle de développement telle qu'elle a été trop souvent adoptée, notamment en Afrique, et qui répond à des influences soit technocratiques, soit idéologiques (d'ailleurs parfois associées). Nous préférons fonder et structurer la stratégie proposée sur un projet de société prenant en considération non seulement des objectifs économiques et sociaux mais aussi la totalité des facteurs culturels identifiables dans le cadre de la société civile, en fait avec le concours de l'ensemble des acteurs de la vie des communautés constituant la collectivité nationale».

Extrait de Mon combat avec et pour le peuple Togolais de Gilchrist S. Olympio PP 123 - 124, 127

Qui est Gilchrist S. Olympio ?

Gilchrist S. Olympio, Docteur en Sciences économiques et en Finance, ancien Directeur au FMI, est actuellement chef d'entreprise. Il est né à Lomé le 26

Décembre 1936, domicilié à Accra et à Londres. Auteur de nombreuses publications en économie et en finance.

Etudes secondaires : St-Joseph



Gilchrist Olympio lors d'un congrès de l'UFC

(Lomé) et Achimota (Accra) Etudes supérieures : Hamilton College, Clinton, New York (bourse Smith-Mundt), London School of Economics and Political Science, et Oxford University (bourse de recherche Oppenheimer).

L'attentat de Soudou

L'histoire commune des Togolais passe aussi par la connaissance et la revisitasson des faits qui ont marqué, à un moment donné, les consciences collectives. Et Soudou se doit d'être compté, comme le font les griots sous le grand arbre du village autour du feu. Car Soudou reste la ville qui a vu « mourir » un certain Gilchrist Olympio, mais aussi, Soudou restera cette localité « aux deux visages » qui a vu renaître cet homme dont

le parcours politique a été semé d'embûches et de pièges.

Le 5 mai 1992, le convoi de campagne de Gilchrist Olympio tombe dans une embuscade entre Bafilo et Soudou. Selon des témoins, vers 12 heures, une bombe explose devant le véhicule à bord duquel avait pris place Gilchrist Olympio dit « Yovovia ».

Le bilan a fait état de plusieurs morts dont le Docteur Marc Atidépé, Moussa Mama Touré, Ouro Atchankpa Zakari, Sama Tchatchibo Alasa et de plusieurs blessés dont un certain Eliot Ohin. D'après plusieurs rapports d'enquête internationaux, cette attaque avait été perpétrée par feu Ernest Gnassingbé, un fils de l'ex Président Eyadema.

AW

Evolution interne de l'UFC jusqu'en 1994

En raison de divergences majeures, l'ATD, le PDU et l'UDS ont quitté la fédération vers le milieu de l'année 1993, avant que celle-ci ne se transforme en un parti politique unifié. Ceci n'a eu aucun impact majeur sur l'UFC, puisque la majorité des membres de l'ATD, du PDU et de l'UDS ont alors quitté leur parti pour rejoindre le nouveau parti UFC.

5 Mai 1992 : le Président G. Olympio, est grièvement blessé lors d'une embuscade militaire et est contraint à l'exil depuis lors.

Août 1993 : G. Olympio est exclu de l'élection présidentielle.

Février 1994 : afin de ne pas légitimer le retour de la dictature au Togo ; le parti boycotte les élections législatives. Dès lors, il a pris la tête de l'opposition extra - parlementaire.

UFC

An 2010, changement de cap

Coup de théâtre politique au Togo. L'UFC, le principal parti d'opposition a décidé d'entrer au gouvernement. Ce sera la première fois depuis sa création en 1992. Ainsi en a décidé son dirigeant, Gilchrist Olympio qui a ainsi trouvé un accord de partage du pouvoir avec le président Faure Gnassingbé. Mais quelle va être la conséquence au sein du parti ? Comment Gilchrist Olympio est-il arrivé à franchir ce

Rubicon sans l'avis du parti? Les Togolais s'interrogent.

Gilchrist Olympio est allé jusqu'au bout de sa logique. Dans sa déclaration à l'occasion du cinquantième anniversaire de la proclamation de l'indépendance, il invitait tous les acteurs politiques à un courage et à un dépassement de soi pour relever le défi du développement économique du

pays.

Passant aujourd'hui de la parole à l'acte, Gilchrist Olympio vient de signer un acte politique avec le Rassemblement du peuple togolais (RPT) qui l'a combattu pendant quarante ans. Cet accord lui permet d'avoir sept portefeuilles au sein du gouvernement qui sera rendu public très prochainement. Selon beaucoup d'observateurs à Lomé, Gilchrist Olympio est resté dans cette logique parce qu'il n'a toujours pas digéré la candidature de Jean-Pierre Fabre, le secrétaire

général de son parti à la présidentielle du 4 mars 2010. Gilchrist Olympio l'a à peine soutenu pendant la campagne électorale.

Depuis que certains militants de l'UFC ont lapidé Gilchrist Olympio à la plage à Lomé le 17 mai dernier, le fossé s'est encore creusé entre les deux hommes.

Que peut-il se passer après cette décision historique de Gilchrist Olympio d'aller à un gouvernement RPT ? Le prochain congrès du parti de l'UFC annonce de probables tensions.

Rfi.fr

24 avril 2016. Gilchrist Olympio a abordé entre autres avec les hommes des médias, la question de l'Etat de droit, l'accord UFC/RPT-UNIR, la décentralisation, le sujet des réformes, l'alternance, la pauvreté, la jeunesse, les femmes.

Pour Gilchrist Olympio qui a abordé la question des réformes et de l'alternance politique, il est temps que les acteurs politiques reviennent à l'essentiel après plus d'un quart de siècle de lutte rangée. « Le changement tant voulu est

une affaire de tous et il faut mettre les énergies ensemble si nécessaire pour une alternance politique pacifique. [...]

Revenant sur l'accord UFC-UNIR, il a déclaré que cet accord a participé à la décrispation politique du Togo et a eu des répercussions positives sur la vie du Togo. Le président de l'UFC a affirmé que l'UFC n'a pas regretté d'avoir signé cet accord au contraire ils ont obligation de travailler à corriger ou à rectifier ce qui n'a pas marché suite à cet accord.

TM

Réorientation politique de l'UFC



Gilchrist Olympio au cours d'une réunion

Après avoir peut être épuisé ou mis entre parenthèse son plan de lutte politique au Togo, l'UFC par l'entreprise de son président national Gilchrist Olympio a opté pour une phase, une approche consensuelle avec le pouvoir pour le salut du pays. Pour matérialiser cette volonté de rompre d'avec le passé, Gilchrist Olympio avait fait un revirement spectaculaire et a signé un accord avec l'ex parti au pouvoir, le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), pour le partage du pouvoir. Aux termes des tractations et à l'époque, l'UFC avait obtenu sept portefeuilles ministériels au

gouvernement. Signalons au passage qu'avant cet accord, des dissensions ont secoué l'UFC peu avant et après la présidentielle 2010. Ces crises internes ont abouti sur une scission et le départ de certains cadres dont Jean-Pierre Fabre pour aller créer une autre formation politique, l'Alliance nationale pour le Changement (ANC). L'UFC a donné naissance à d'autres partis tels que le Front des Patriotes pour le développement (FPD) de Djimon Oré, le NID de Gabriel Sassouvi Dossey-Anyron, le parti Les Démocrates de Nicodème Habia.

Freda Sefiamor

Extrait de l'accord entre l'UFC et le RPT

. Réformes institutionnelles et constitutionnelles
Les réformes institutionnelles et constitutionnelles seront finalisées dans les six (6) mois qui suivent la mise en place du nouveau gouvernement.

. Recensement général de la population et de l'habitat

Dès son entrée en fonction, le gouvernement devra prendre les textes réglementaires en vue du recensement général de la population et de l'habitat

de manière que l'opération soit effective sur le terrain au plus tard dans les six mois qui suivent.

. Etablissement d'un nouveau fichier électoral

Sur la base du recensement général de la population, un nouveau fichier électoral doit être établi, un redécoupage électoral doit être opéré et la tenue des élections locales doit être envisagée dans les meilleurs délais.

Carlos Amevor

Bilan de l'accord RPT-UFC selon Gilchrist



Illustration de l'accord RPT UFC

A l'occasion de la célébration du 56ème anniversaire de la fête nationale d'indépendance du Togo,

le président national de l'Union des Forces de Changement (UFC), Gilchrist Olympio a rencontré la presse, le lundi

Alternance / Les regrets et les espoirs de l'UFC

L'Union des Forces de Changement (UFC), autrefois principal parti de l'opposition togolaise (mais aujourd'hui vidé de sa substance) veut sonner l'heure de l'union au sein de la classe politique. C'est ce qu'espère Sambiani Jimongou, cadre du parti.

« Si on arrive à avoir une certaine solidarité entre partis de l'opposition, on évite de dire c'est moi le plus grand, c'est moi le plus beau, nous pouvons facilement venir à bout du régime RPT/UNIR », souhaite-t-il. Car, selon lui, « C'est la faiblesse de l'opposition, c'est la division de l'opposition » qui donne la force attribuée au régime RPT/UNIR.

Sambiani Jimongou tire des leçons des errements de l'opposition. « Nous avons passé le temps à nous entredéchirer, à nous attaquer entre nous au lieu d'attaquer l'adversaire qui est en face. Et nous nous sommes neutralisés », déplore ce cadre du parti de Gilchrist Olympio. Visiblement, il semble prendre l'exemple sur l'opposition béninoise lors de la dernière élection présidentielle.

« L'heure est au sursaut d'orgueil pour voir comment nous pouvons repartir dans une lutte, une véritable lutte avec plus de pugnacité, et que les uns et les autres acceptent de se faire violence comme

nos frères béninois pour que le slogan, si ce n'est pas moi, ce ne serait jamais toi, soit banni de nos comportements et propos », propose Sambiani Jimongou.

Le cadre de l'UFC reste nostalgique des acquis de l'opposition. « Depuis le début de la lutte, nous avons gagné beaucoup de choses. Nous avons gagné le bulletin unique, nous avons gagné la participation aux démembrements de la CENA, nous sommes représentés dans tous les bureaux de vote, nous pouvons avoir les procès-verbaux, les fiches des résultats... » se réjouit-il.

Cependant, il regrette que les acquis n'aient pas permis le changement voulu. « Nous n'arrivons pas à faire comme au Bénin. Nous avons aujourd'hui le financement des partis politiques pour aller en campagne. Mais pourquoi nous n'arrivons pas à renverser la tendance ? » se demande Sambiani Jimongou.

Il reste toutefois optimiste. « L'heure n'est pas au désespoir, bien au contraire, l'heure est de nous voir, et voir comment nous organiser et qu'on laisse nos égos de côté et qu'on pose les problèmes tels qu'ils sont et qu'on aborde les solutions véritables pour reconquérir la liberté de nos concitoyens », exhorte-t-il.

A.G

News.icilome.com

Possible "résurrection ?" ou sursaut d'orgueil ?



Des militantes de l'UFC

Avec les péripéties traversées par l'UFC et l'opposition dans sa globalité depuis 1992 avec l'entame de l'ère démocratique, les uns et les autres se sont rendus compte de la nécessité de refaire autrement la politique au Togo pour une vie harmonieuse entre les filles et fils du pays.

Si l'UFC qui s'est éclatée pour donner naissance à plusieurs formations de l'opposition estime aujourd'hui qu'il faut une approche avec le pouvoir pour gérer le pays et préparer l'alternance dans la douceur, le parti qui se présente aujourd'hui comme la principale force de l'opposition à savoir l'ANC est un peu loin

de cette éventualité.

En attendant que les uns et les autres arrondissent leurs angles, au sein de l'opposition, Gabriel Dosseh-Anyron a préconisé une union des partis dissidents de l'UFC (Le Nid, l'ANC, le FPD et l'UFC actuelle) pour refaire un bloc solidaire afin de redonner espoir non seulement au peuple mais aussi une chance à l'alternance longtemps rêvée. Ce rêve est-il possible ? Avec les mutations politiques qui s'opèrent au Togo et la nouvelle génération qui émerge, il est possible d'attendre un sursaut d'orgueil des Togolais pour donner à leur pays le véritable sens de « l'Or de l'humanité ».

TM



Détente

Pharmacies de garde du 02 au 09 Mai 2016

SOLIDARITE (Station Total Totsi) ; Tél : 22509707
ST MICHEL (A côté de Brasserie BB), Tél : 22 51 70 22
CONFIANCE (Face GTA) , Tél: 22 42 43 81
NOTRE DAME DE LOURDES (A côté du lycée d'Agoè), Tél: 22 44 01 01
BESDA (Adidogomé Aménopé,Route de Kpalimé), Tél: 22 51 05 29
YEM - BLA (258 Avenue Akéi, En face de la résidence), Tél : 22 26 76 51
EL SHADAÏ (Face école théologie ESTAO à Klikamé), Tél : 22 51 44 25
ELIBERACA (Route d'Adidogomé, face bureau de la Poste), Tél : 22 51 22 82
BETHEL (Route d'Adidogomé) , Tél: 22 25 23 70
EMMAUS (Route de Mission Tové), Tél : 22 51 29 19
LA REFERANCE (Adidogomé à coté du bar Madiba), Tél : 23 20 24 15
SHALOM (Agoè-Cacavéli , BKS), Tél : 22518760
RAOUDA (44 95, Bd zio hédranawoé, derrière Togo 2000), Tél: 22613939
ABRAHAM (Agoè Logopé Kossigan), Tél : 22 50 10 00
ADONAI (face hôtel la plantation à Agoè-Nyivé), Tél: 22 50 04 05
BONTE (Route de Ségbé Adidogomé : face station Sanol), Tél : 92 94 84 40
ADJOLOLO (58, Rue Franz Joseph Strauss), Tél: 22 21 05 13
CHRIST ROI (Kagomé), Tél: 22 27 46 66
LE DESTIN (A coté de l'agence ECOBANK de Baguida), Tél: 22 41 15 41
RAOUDA (44 95, Bd zio hédranawoé, derrière Togo 2000), Tél: 22613939
LIBERATION (Avenue de la libération prolongée), Tél : 22 22 25 25
PEUPLE (Marche de Nukafu), Tél : 22 26 84 22
GBEZE (Bd Jean Paul II), Tél: 22 26 32 61
THERYA (Route de la Foire internationale Togo 2000), Tél: 22 61 56 52
HYGEA (Face Lycée publique Baguida), Tél: 22 27 36 36
UNION (Bd Malfacassa, face crèmerie Bamudas - Bè Kpota), Tél: 22 27 71 64
NOTRE DAME DE MEDJI (Bd de 13 Janv ; Face Byblos), Tél : 22 51 50 49
STE RITA (Rue Pavée Doulassamé, face Hôtel Sana), Tél : 22 20 90 16
N.D. DE LA TRINITE (20 Bd. De la Paix, à côté de Super Taco), Tél: 22 21 27 80

Rastafarisme

La croyance Rasta, comme toutes les religions, est issu de l'adaptation d'un écrit Religieux à un contexte de vie. La Bible est donc la base du mode de vie Rasta dont voici les principaux traits.

Les Rastas se reconnaissent comme Israélites, peuple de Dieu, et considèrent Haile Selassie I comme incarnation de Dieu sur terre. Comme les Israélites ont quitté l'Egypte, les Rastas veulent quitter Babylone et Rastafari est le Messie qui les guidera à ZION, la terre sainte d'Afrique.

La civilisation occidentale moderne, Babylone, tombera comme elle est tombée dans la Bible. C'est ARMAGEDDON qui mettra fin à la souffrance dont les captifs, les Rastas, sont victimes. C'est une de la prophétie Rasta. Les Rastas n'ont pas de chef et leur mouvement bien que Théocratique est aussi démocratique, tout Rasta peut exprimer son point de vue sans craindre qu'on ne le prenne pas au sérieux.

Vivre en harmonie avec la nature, avec Jah, être Ital. De nombreux passage de la Bible explique pourquoi les Rastas



sont végétarien, par exemple (Genèse 1.30) : « (...Elohim, Jah, dit...) : Pour tout vivant de la terre, pour tout volatile des ciels, pour tout reptile sur la terre, avec lui être vivant, toute verdure sera à manger ».

Les 17 règles du football de notre enfance

- 1- Le plus gros est toujours le gardien.
- 2- Le match se termine seulement si tous les joueurs sont fatigués (sauf règle 6)
- 3- Peu importe le score, l'équipe qui marque le dernier but remporte le match
- 4- Il n'y a pas d'arbitre.
- 5- Il y n'a de faute que si la faute est grave.
- 6- Si le propriétaire du ballon se fâche, le match est terminé
- 7- Les deux meilleurs joueurs ne peuvent pas jouer dans la même équipe, alors chacun choisit ses joueurs.
- 8- Si tu es choisi en dernier c'est une humiliation.
- 9- S'il y a pénalty, le gardien est remplacé par le meilleur joueur de l'équipe.
- 10- Quand le ballon sort des limites du jeu pour une destination lointaine, c'est le frappeur qui va chercher le ballon
- 11- Le meilleur joueur sur le terrain est toujours dans la même équipe que le propriétaire de la balle si non on arrête tous
- 12- Pour débiter un match, on disait toujours piiiitiiii !, le match commence"
- 13- Pour distinguer les équipes, une équipe devrait jouer le torse nu.



- 14- si le propriétaire du ballon te tacle, tu ne réplique pas
 - 15-Si tu tacles le propriétaire du ballon, tu sors et tu risques de ne pas jouer le prochain match
 - 16-Quand les filles arrivent au terrain, tout le monde devient attaquant.
 - 17-Si vous jouez à l'école, interdit de tacle le fils du directeur
- Hum !!! Quelle enfance bourrée d'un souvenir impeccable, admirable, adorable, aimable,....

Biographie de Bob MARLEY



Bob Marley est le chanteur de reggae le plus connu au monde. Il devint une légende de son vivant, puis un mythe après sa mort. Il a réussi à faire connaître à la planète entière le mouvement rastafari et la musique jamaïcaine (dont le reggae).
 Le père de Bob Marley se nommait Norval Marley et était un jamaïcain blanc (d'origine anglaise) de 50 ans qui travaillait dans la Royal Navy. La mère de Bob Marley se nommait Cedella Marley Booker (née Cedella Malcom) et était une jeune noire jamaïcaine de 18 ans. Adolescent, Bob Marley vit à Trenchtown, quartier pauvre de Kingston. Le 11 mai 1981, Bob Marley s'éteint à Miami, à 36 ans. Artiste exceptionnel et visionnaire, son message de paix et de partage oeuvre encore aujourd'hui. Et bien après sa mort, il demeure l'un des musiciens les plus connus, notamment pour avoir ouvert la porte du reggae à la planète entière et le mouvement rastafari.

Bob Marley était un chanteur jamaïcain et auteur-compositeur-interprète, né le 6 février 1945 en Jamaïque (à Rhoden Hall, près de Nine Miles dans la paroisse de Saint Ann) et mort le 11 mai 1981 aux États-Unis (à Miami, en Floride) à l'âge de 36 ans. Son nom complet est Robert Nesta Marley.

Photo du jour



A quel événement correspond cette photo?

Les bons plans et les bonnes adresses

INFOS UTILES

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CLINIQUE DE L'AEROPORT; Tél: 22 26 90 12
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 PROTECTION DE L'ENFANCE; Tél: 111 / 22 20 45 10
 SPECIALE INFO SANTE; Tél: 80 00 00 11

MOTO & KARTING

TOGO MOTO CROSS (Face au Golf club d'Agoè Nyivé) ; Tél : 90 17 95 07
 L'AFRICLUB (Qtier : Kégué entre CHR et la FTF) ; Tél : 92 52 24 40

MUSCULATION / MASSAGE

YVES LAMBONI (Ki nésithérapeute); Tél: 90 03 79 10
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

OU MANGER A LOME?

RESTAURANTS EUROPEENS

BALKAN (Qtier Kégué, rue de Kégué près du bar Dialogue) ; Tél : 22 61 30 63
 BARAKOUNDA II (Qtier Kodjoviakopé, Bd du Mono) ; Tél : 22 20 17 54

RESTAURANTS LIBANAIS

LA TERASSE (Qtier Dékon, Bd du 13 Janvier) ; Tél : 90 12 12 12
 NUIT D'ORIENT (Qtier Nyékonakpoè, Bd du 13 Janvier) ; Tél : 22 44 68 96

RESTAURANTS AFRICAINS

LE TALIER (181, rue Mampo Amoutiévé) ; Tél : 93 45 90 90 / 98 95 24 24
 VIVI ROYALE (Qtier Nyékonakpoè, Rue des Moussons) ; Tél : 22 22 20 27 / 99 22 20 76
 NOPEGALI VIP (Bd du 24 Janvier en face de la BTCI) ; Tél : 22 22 94 00

Où DORMIR A LOME?

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 HÔTEL LA LINETTE (Agbodrafo) ; Tél : 22 32 34 32
 HÔTEL LE LAC (Agbodrafo) Tél: 22 21 08 10
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 22 21 11 21
 RESIDENCE DES TROPIQUES Tél: 22 26 66 18

COUTURE STYLISME

.TIMOTHEE (Tokoin trésor) Tél:90 09 42 82
 DESMO DESIGN (Quartier Forever) Tél : 90 04 16 78
 EAMOD AYANICK (Qt: Nukafu) Tél : 99 47 05 95

DECORATIONS

GALERIE CONFORTIUM (Bd 13 Janvier) Tél : 22 21 99 90 / 22 20 25 26
 .ENVERGURE (Tél : 90 10 39 01/22 56 82 80)
 .T.M.B SA (Tokoin St Joseph) Tél : 22 21 06 77

Esthétique de l'insécable

Par Kangni Alem



L'homme acceptait l'idée qu'il fallait se défaire de ses peurs, et continuer à vivre autrement. La température sur la Terre avait inexorablement grimpé. Cela faisait la quatrième fois que son peuple avait migré, pour éviter l'asphyxie solaire. En trois siècles, TiBrava avait changé. La mort, désormais, faisait partie de la vie, sans jeu de mots. L'eau était devenue rare, les oiseaux ne scandaient plus

de leurs trilles les changements de saison. La nature était devenue l'ennemi intime de l'homme, celui contre lequel il fallait livrer bataille, sans aucune certitude que le combat tournât à l'avantage des hommes. Plus personne ne se souvenait réellement du chemin qui menait aux anciennes terres, depuis que, à marches forcées, la population avait cheminé de la côte jusqu'aux nids d'aigle de la Rivière de l'aube, ces montagnes carrées qui dominaient d'autres sols à présent devenus peu fertiles. La décision avait été prise, une fois de plus, de partir conquérir des terres nouvelles, afin de donner un sens nouveau au mot pays.

Mais cette fois-ci, l'homme avait décidé de rester. Lui n'avait plus le courage des hommes qui affrontent l'exode. Son fils partira. Il avait décidé de lui parler, de le convaincre d'entreprendre le voyage sans lui. Il n'avait que dix ans, mais il en était certain, il sera plus utile à cet âge à son peuple en marche, que lui, vieux tas de dépits et de souffrances. L'homme fit asseoir son fils devant lui; il lui prit les mains entre les siennes. Il se souvint d'un vieux chant de son peuple, composé trois cent mille ans plus tôt. Il en avait appris les paroles à son fils, qui en ignorait totalement l'auteur, mais ne pouvait pas rester insensible à la justesse des mots. Le souvenir du chant, inégal dans sa scansion, monta à leurs lèvres: « vainquons ou mourrons mais dans la dignité. » L'homme sourit à l'intérieur de lui-même, oui, se dit-il, la mort fait partie de la vie; cette leçon, il en était fier, sera le meilleur héritage qu'il allait confier à son enfant.

Découverte

Mensah Gnawo, chantre des faits de société

Aujourd'hui, la musique traditionnelle ne rencontre plus beaucoup de succès face à des rythmes et tendances modernes. Cependant Mensah Gnawo est l'un de ces jeunes talentueux qui n'ont pas hésité à s'engager dans ce genre musical. Il compte bien donner un élan à ce rythme à travers des compositions inspirées des faits de société.



Mensah Gnawo

S'inspirant des faits réels de la vie, et de la société, Mensah Gnawo a déjà composé 8 chansons toutes en Ewé, langue très parlée au sud Togo. Zan bada, Togbé Abalo, Seyram ou encore Lavagnon sont quelques uns des titres que l'on peut retrouver sur son album nommé « Seyram ».

Au-delà de l'amour du son, l'artiste veut impacter positivement le quotidien des Togolais en leurs transmettant des messages, des pensées et des philosophies enseignés par nos ancêtres et transmis à nos parents. Cela Mensah l'a commencé très tôt il y a une dizaine d'années avec un groupe de ballet «

Woezon » avec lequel il a vécu « plusieurs moments et aventures intenses » avant de partir au Cameroun en 2007.

Aujourd'hui, l'artiste n'a qu'un seul objectif : « grandir et se faire un nom dans le milieu de la musique togolaise et plus particulièrement d'inspiration traditionnelle », nous a-t-il confié. Cependant, l'obstacle majeur reste le manque d'accompagnement financier et technique. Pour l'heure, l'artiste est toujours en « tournage » de ses clips vidéo qui devraient bientôt être diffusés sur les médias.

Zak Jay

Théâtre

« Inbox-me », une satire de la génération tête baissée

Pour la première de son One Show, « Inbox-me » présenté ce jeudi 21 avril 2016 au Goethe Institut de Lomé, le comédien et humoriste Foli Koffi Folo a offert au public de Lomé un spectacle particulièrement comique et réussi. En quarante cinq minutes, il a su aborder avec intelligence, ironie et efficacité l'invasion dans notre quotidien des réseaux sociaux, en particulier « whatsapp », véritables objets de dépendance qui obsèdent la société et édictent un mode de vie : « la tête baissée ».



Folo en pleine scène

L'humoriste incarne un vieil homme qui, du haut de son âge, voit ce monde en délitement et en parle avec dérision. Tout est persiflage savant dans cette satire : du costume (combinaison faite d'une tunique musulmane et d'une

veste), à la posture titubante de ce vieil homme en amour avec sa bouteille, à ces histoires qui se sont enfilées les unes après les autres ; véritables situations loufoques et improbables qui mettent en lumière l'impact des réseaux sociaux dans nos vies. Comme le dit Umberto Ecco, ces nouveaux fléaux nous ont rendus « idiots ». Ce mal moderne n'épargne personne. Les diverses franges de la société sont conditionnées : des jeunes filles qui dégagent des selfies et qui sont perpétuellement en pose, à ces parents obnubilés et aspirés par leurs téléphones au détriment du bien-être de leurs enfants. Même dans les cercles religieux, whatsapp et les nouvelles technologies ont réussi à se faire de la place. Les messes se font désormais avec des tablettes et même la relation entre fidèles et pasteurs est conditionnée par ce canal. Inbox-me, le nouveau credo des pasteurs, le refrain de la génération tête baissée.

Ce One man show est un pas de géant dans la carrière de l'humoriste et comédien togolais et une véritable bouffée de rire. Le genre étant peu pratiqué au Togo. Outre les pionniers, Alfa Ramsès, Frédéric Gakpara et récemment le comédien et metteur en scène Basile Yawanké, les spectacles de one man show se font rares dans le paysage théâtral togolais.

Si Foli Koffi Folo, a prouvé plus d'une fois ses talents de comédien et d'humoriste au Togo et au-delà des frontières, vivement que la copie de l'exercice périlleux du one man show qu'il a rendu avec brio avec « Inbox-me » lui ouvre les portes des grandes scènes internationales.

« Inbox-me » est une production de Fanga Music grâce au soutien du Goethe Institut de Lomé.

Une contribution de Joël Ajavon (Docteur en Art et Culture)

Lire

« ...L'idée maîtresse de la réforme nécessaire de nos institutions publiques est la réorganisation des collectivités locales permettant une participation effective de chaque citoyen et citoyenne à un développement communautaire de leur milieu ; les besoins individuels, familiaux et villageois doivent être exprimés et, c'est sur cette base que des projets de développement à mettre en œuvre pour les satisfaire seront proposés, en vaillant en priorité, à lutter contre toute exclusion.

Il faut rappeler d'ailleurs ici qu'il s'agit là d'un facteur de développement jugé essentiel par les instances internationales, y compris celles ayant des responsabilités économiques et financières. Une participation active et librement voulue est considérée par le Conseil Economique Social des Nations Unies, la Banque Mondiale et bien d'autres institutions, comme une condition fondamentale de tout processus démocratique faisant de tout membre d'un groupe constitué, un acteur bénéficiaire d'un développement communautaire.

Cette démocratie villageoise a d'ailleurs des racines dans le patrimoine culturel de toutes les populations du Togo. C'est un trait commun de l'organisation de toutes les ethnies, à travers leur diversité culturelle constituant l'une de nos richesses. Mobas, Kabyès, Tchokossis, Kotokoli, Ewes, Minas, gens du Nord, du Centre et du Sud sont tous attachés à cette organisation locale du pouvoir traditionnel. Et doit pouvoir faciliter la décentralisation des pouvoirs de décision, la réforme du système électif, et de l'administration publique impliquant aussi la décentralisation des efforts économiques, sociaux, culturels, éducatifs, soutenue par la promotion, de l'esprit d'entreprise, d'initiative et d'imagination créatrice, dans tous ces secteurs.

Mais il importe aussi que ces formes de démocratie locale, prise en compte par l'Etat, soient cohérentes avec les responsabilités de celui-ci. Les spécialistes semblent s'accorder à considérer la démocratie comme un système de gouvernement caractérisé par la concurrence ouverte pour le pouvoir entre des individus et des groupes organisés, par une large participation collective à l'élection des dirigeants et au choix de programmes de gouvernement et par le respect des libertés civiles et politiques nécessaires à la participation des citoyens à la gestion politique. Par conséquent, la légitimité du régime démocratique repose sur la croyance des administrés en la l'égalité et l'efficacité de la gestion de la société politique, c'est-à-dire de l'Etat. Autrement dit, cette légitimité dépend de la capacité du gouvernement à offrir des réponses aux aspirations de la société. Si cela est valable pour les démocraties relativement consolidées, en Afrique, les débats se multiplient lorsqu'il s'agit de définir les fondements du régime Etat -nation, base sociales des partis politiques, coexistence de règle traditionnelle et modernes tant en matière de justice que des formes de participation. Dans le cas du Togo, il est possible d'assurer la participation de l'ensemble de la société, en associant les autorités traditionnelles à la gestion du pouvoir et à l'administration de la justice... Pour remédier à cet exode, il convient de réaliser l'aménagement du territoire, de renforcer l'infrastructure administrative, sociale et culturelle en même temps qu'économique, ... combinant les deux secteurs de l'agriculture et de l'industrie, composée du plus grand nombre possible de villages, associés sur une base régionale autour d'un centre urbanisé... »

Extrait de MON COMBAT AVEC ET POUR LE PEUPLE TOGOLAIS de GILCHRIST S. OLYMPIO. Pp 139 à 143



Eperviers

Le Roy, sa liste et la réunion avec les entraîneurs locaux

L'actualité sportive a été marquée la semaine dernière par le football, notamment, les activités initiées par le nouveau sélectionneur Claude Le Roy qui a publié une liste de 42 joueurs locaux...



Claude Le Roy

Le sélectionneur des Eperviers du Togo, Claude Le Roy devra retenir parmi les 42 joueurs convoqués, une équipe type composée de 23 joueurs locaux. Ces joueurs devraient disputer le match amical et caritatif entre les Eperviers et une sélection de la région de Bretagne (France) le 22 mai prochain à Lomé. Les entraînements devraient débuter demain mardi.

L'actualité de la semaine dernière, c'était aussi la rencontre de Claude Le Roy et les entraîneurs locaux. Une cinquantaine d'entraîneurs locaux à la tête des différents clubs de toute l'étendue du territoire national ont échangé avec lui au siège de la Fédération togolaise de football. L'idée est de faire connaître à ses collègues leurs rôles en tant qu'entraîneurs. Selon Le Roy, l'entraîneur joue deux rôles, la production des athlètes et la communication avec les joueurs. Il a fait savoir que « Pour mener à bien les tâches qui lui incombent, l'entraîneur doit absolument acquiescer des compétences, sur le plan technique de l'entraînement, la curiosité, l'ouverture d'esprit et la capacité d'adaptation aux situations, des choses qui ne s'apprennent pas de façon théorique, mais doivent être des

qualités présentes chez un entraîneur ». Les échanges ont été utilitaristes et constructifs. Cet engagement du sélectionneur des éperviers est qualifié de footballistiques.

Par ailleurs, on note également la convocation de baba Tchagouni qui va éventuellement revenir parmi ses coéquipiers. D'après les informations publiées par le site officiel du FC Marmande-club du joueur-, le joueur a été convoqué par le nouveau sélectionneur des Eperviers, Claude Le Roy. « La Fédération Togolaise du Football vient de s'adresser à la FFF pour demander que le FC Marmande 47 mette à sa disposition le gardien Baba Tchagouni pour les deux matchs », annonce le site officiel du club. Les éperviers vont accueillir en amical le 27 Mai prochain à Lomé une sélection de la Bretagne. L'ultime défi de la sélection nationale togolaise reste ce déplacement du 5 juin prochain sur Monrovia contre le Liberia dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2017. Tchagouni Baba qui compte 18 sélections avec le Togo, n'a plus été convoqué en équipe nationale depuis 2013. Il faut croire que le nouveau sélectionneur compte bien faire de lui le portier de son équipe.

Z.J

FTF

Bientôt la reprise des subventions de la FIFA ?

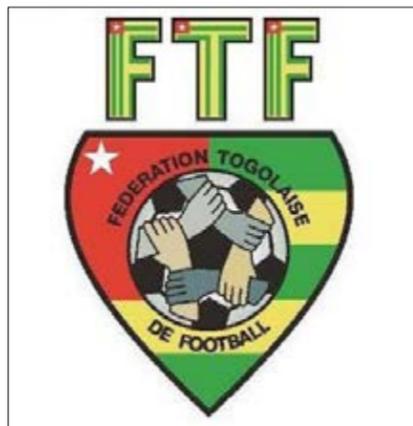
Du 1er mai au vendredi 06, une mission d'audit de la Fédération internationale de football Association (FIFA) était en mission au Togo. Leur objectif, instruire la FTF sur les projets à exécuter et de l'aider à faire aboutir les rapports d'audit en cours d'élaboration par un cabinet togolais.

La mission a rencontré plusieurs acteurs de la gestion des finances de la Fédération togolaise de football (FTF), le ministre en charge des sports, Guy Madjé Lorenzo, le président de la FTF, Guy Akpovy et le Cabinet KPMG, chargé d'administrer les comptes FIFA de la FTF.

La FIFA avait suspendu ses subventions au profit de la FTF pour défaut de rapport d'audit des comptes de gestion de 2014 et 2015.

A la suite d'une séance tenue jeudi avec le cabinet en question, la mission a demandé de produire le rapport d'audit statutaire 2015.

« Il s'est dégagé un sentiment net d'optimisme à la fin de cette mission conduite avec beaucoup de rigueur et de professionnalisme... Nous remercions les



experts de la FIFA pour leur collaboration », a indiqué Guy Akpovy, le président de la FTF.

Rachidou Zakari

Cameroun

Décès du joueur Claude Ekeng sur une pelouse

L'international Camerounais Claude Patrick Ekeng est décédé le vendredi 06 mai 2016 des suites d'un malaise cardiaque en plein match. Patrick Ekeng a trouvé la mort au cours d'un match du Championnat Roumain.



Claude Patrick Ekeng

Alors qu'il venait de faire son entrée sur l'aire de jeu, le joueur de 26 ans s'est écroulé sur la pelouse sans aucun contact avec un autre joueur. Malgré les tentatives du personnel soignant pour ranimer le milieu de terrain camerounais, le concerné a finalement rendu l'âme à l'hôpital de Vittorul (Bucarest), lieu où il avait été évacué aux urgences.

Dans le vif de l'émotion, Ionel Danciulescu, le directeur général du club Dinamo a déclaré que c'est un cauchemar avant d'ajouter que « Je n'arrive pas à croire. C'est un cauchemar. Pour moi, pour l'équipe et pour les supporters de Dinamo. C'est trop ».

de son compatriote Marc-Vivien Foé lors du match de Coupe des Confédérations Cameroun-Colombie à Gerland en France le 26 juin 2003, dans les mêmes circonstances.

Le club espagnol de Cordoue CF (D2) où Patrick Claude Ekeng a évolué jusqu'en janvier dernier n'est pas resté indifférent. Le club lui a rendu un premier hommage dès son décès connu. Il a exprimé sa douleur et pleuré la perte du jeune joueur. Le dernier cas de décès d'un joueur de football professionnel dès suite d'un malaise cardiaque remonte au 30 avril 2015 avec la disparition de Grégory Mertens, ex défenseur de Lokeren (D1 belge).

Etienne Pameessam (Stagiaire)

La mort de Patrick Ekeng rappelle celle

Prince Ségbéfi porte plainte contre son club

Pour n'avoir pas perçu de salaire pendant 4 mois, l'international togolais a porté plainte contre son club auprès des instances de la FIFA.



Prince Ségbéfi

« Je ne joue plus parce qu'ils me doivent 4 mois de salaire!!! Et ça fait 5 matches que je n'ai pas joués et ils n'ont même pas gagné un match voilà tout simplement la raison. J'ai déposé mon dossier à la FIFA, la FIFA a tranché, je suis un joueur libre. Ils n'ont pas respecté leurs engagements », a confié le joueur.

C'est officiel, Prince Ségbéfi ne joue plus avec Elazigspor (D2/Turquie). Son dernier match avec le club turc remonte au 19 mars dernier et pour cause, le milieu togolais n'est plus payé depuis 4 mois. Il a saisi la Fifa qui lui a donné raison.

Pour son avenir, le joueur est confiant. Il pourra rebondir la saison prochaine

à un niveau plus élevé « J'ai beaucoup de clubs qui s'intéressent à moi en première division turque et dans d'autres championnats. On attend juste la fin de saison pour atterrir dans le bon club pour ne pas avoir les mêmes problèmes que dans le passé. Sinon j'ai beaucoup de proposition et mon agent y travaille. Vous pouvez être sûrs que l'année prochaine je serai dans un club de première division. » A ajouté le joueur.

Prince Ségbéfi était l'un des meilleurs joueurs du club Elazigspor avec 24 titularisations en 26 journées et 5 buts marqués.

Togofootcom

Liberté de presse Des enjeux débattus à Lomé

Une conférence débat s'est tenue le vendredi 06 mai à la maison de la presse à l'endroit des journalistes autour du thème « La liberté de la presse »



La Une de journaux togolais

Cette conférence avait pour objectif, d'éclairer les journalistes sur le concept de la liberté de la presse tout en leur faisant savoir les limites à celle-ci et surtout, faire appel à leur sens de professionnalisme dans l'exercice de leur métier.

Le panel des communicateurs composé par des journalistes que sont Augustin Amegah (modérateur), le directeur du journal Canard Indépendant et chargé de communication à la Fédération Togolaise de Football (FTF), de Didier Atiota le représentant de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) et Me Maximilien Amegee, invité de marque et avocat au barreau de Paris. Ces panélistes ont tour à tour montré

que la liberté d'expression est fondamentale dans un pays car, elle est le baromètre de la gouvernance et surtout, le souffle de la démocratie.

Pour Me Maximilien Amegee, « la liberté d'expression ne devrait pas faire objet de débat car, elle est inhérente à toute personne. » Il rejoint ainsi le point de vu des juristes naturalistes qui défendent cette thèse. Sauf que, cette liberté a des limites car, la liberté d'expression pose une autre problématique; le journaliste doit-il tout dire ?

A cette question, l'avocat au barreau de Paris a estimé que l'interrogation fait appel au professionnalisme du journaliste. Celui-ci ne doit pas par

ses écrits verser dans la diffamation qui est un délit pénal et aussi, doit dans tous ses écrits préserver l'intérêt suprême de la nation. Il ne doit pas rendre vulnérable l'Etat.

Les participants à cette conférence débat ont souligné le fait que les conditions de vie et de travail des journalistes constituerait un frein au professionnalisme. Tout en reconnaissant cette réalité, Me Maximilien Amegee a ajouté aussi que la création d'un organe de presse doit être un projet de longue date, ce qui suppose qu'on est capable de prendre en charge son personnel et ne pas toujours attendre l'aide de l'Etat qui souvent est très modeste.

Précisions que la conférence qui s'est tenue dans le cadre de la journée mondiale de la liberté de la presse a été organisée par Lydia Ludic, une organisation à vocation citoyenne.

Etienne Pamessam (Stagiaire)

Journée internationale de la sage-femme Jubilé d'or de l'ASSAFETO

Le monde entier a célébré le 05 mai, la journée internationale de la sage femme. Au Togo, la journée a été marquée par une cérémonie commémorative de l'Association des Sages-femmes du Togo (ASSAFETO) qui célébrait par la même occasion ses 50 années d'existences. C'était le vendredi 06 mai à l'hôtel Sancta Maria à Lomé.

Les Sages-femmes du Togo ont célébré la journée internationale de la sage femme ainsi que le Jubilé d'or de leur association ASSAFETO. Etaient présentes à cette cérémonie, plusieurs organisations partenaires de l'ASSAFETO, dont l'UNFPA, l'OMS, le Ministère de la santé etc.

« Femme et nouveau né au cœur de la pratique sage-femme », est le thème de la célébration de cette année. Ce thème, est une réflexion afin d'impacter le taux de mortalité maternelle toujours élevé dans le monde et particulièrement en Afrique. Dans son discours, le représentant résident de l'UNFPA, Saturnin Epie a souligné qu'environ 800 femmes décèdent chaque jour en donnant la vie. Ce qui fait plus de 300 000 décès par

an. Beaucoup d'actions sont engagées à plusieurs niveaux afin de réduire ce taux et les sages-femmes sont un maillon important de la lutte contre la mortalité maternelle.

« Le bilan est largement positif. Sur le plan des ressources humaines, nous pouvons dire que notre association a grandi en effectif et nous sommes au-delà de mille aujourd'hui...La grande réalisation, c'est la formation continue régulière qui se fait tous les derniers vendredi du mois ou nous nous réunissons pour réfléchir sur les difficultés que nous observons dans l'exercice de notre fonction et en dehors de cela, nous avons des thèmes précis sur lesquels nous sillonnons toute l'étendue du territoire pour renforcer les



Table d'honneur de la célébration

compétences de nos collègues, à travers les techniques du bon accueil, de la gestion du linge à la maternité », a confié

Eloïse Adandogou d'Almeida résidente de l'ASSAFETO.

Rachidou Zakari

T des médias Les journalistes disent non au terrorisme

Pour la 5ème édition du T des médias, les journalistes se sont encore une fois improvisés mannequins pendant une soirée à l'hôtel Eda Oba de Lomé dans la nuit du 07 mai.

Contre le terrorisme, et dans le cadre de la journée mondiale de la liberté de la presse, les journalistes togolais se sont rassemblés dans une atmosphère festive et fashion à l'hôtel Eda Oba. « C'est un message de mobilisation de toute la presse togolaise pour la lutte contre le terrorisme. Nous avons envie de mobiliser la presse pour aller contre ce fléau. Nous savons que les médias constituent un canal assez important de diffusion de message et d'éveil de conscience. Nous voulons par là préserver notre pays contre ce fléau qui menace le monde entier et la presse a son rôle à jouer et à aller vers ce combat qui est celui de tout le monde », a déclaré David Baini Dagbavi, manager Général du T des médias.



Un journaliste défilant sur le T

Initié en 2012, le T des Médias est un événement qui met sur scène des journalistes à travers un défilé de mode moderne. Au total vingt (20)

journalistes et cinq (5) Guest stars ont défilé sur le T pendant des heures dans différentes tenues.

TM

Media

Innovation pour le site Africa Rendez-vous

Le site panafricain d'informations Africa Rendez-vous a lancé son application mobile consultable sur les terminaux mobiles. L'application est disponible sur le Google play store et est facile à télécharger.

L'objectif de cette application est de rendre le site plus accessible sur les portables pour les lecteurs est de permettre un accès plus fluide et rapide aux différents rubriques. Avec

déjà quatre ans d'existence, Africa Rendez-vous selon son directeur Sylvio Combey se révèle comme une source d'information rapide, riche et variée pour les lecteurs mais aussi pour des médias traditionnels.

Africa Rendez-vous a été créé le 27 avril 2012. Il couvre plusieurs pays africains et il ambitionne de lancer dans un futur proche sa web télévision.

CA

Hôtellerie

L'AHIF c'est pour les 21 et 22 Juin

La conférence de l'Africa Hotel Investment Forum (AHIF) se tiendra les 21 et 22 juin à l'hôtel Radisson Blu Hôtel 2 Février, « nouveau lieu incontournable de la capitale pour le programme complet de l'AHIF du Togo ». Après inauguration du complexe Radisson Blu 2 février, les organisateurs de l'Africa Hotel Investment Forum ont relancé la semaine dernière la communication autour de cet événement qui devrait réfléchir sur les orientations à donner au secteur les prochaines années. Plusieurs sujets seront abordés au cours du forum dont une session intitulée « Leçons d'une Success Story de Développement d'un Hôtel ». Cette session permettra aux responsables de Radisson Blu 2 février d'exposer comment un hôtel de 320 chambres a pu être bâti en un

temps record sur un marché dont le développement des infrastructures est réputé lent. Le panel comprendra les principaux protagonistes qui expliqueront leurs actions pour mener ce projet à bien.

Selon Mme Bernadette Essossimna Legzim-Balouki, ministre du commerce, de l'industrie, du secteur privé et du tourisme « Ce nouvel hôtel luxueux donnera un coup de pouce plus que souhaité à notre industrie du tourisme, déjà en progression. »

Matthew Weihs, Directeur général de Bench Events, organisateur de l'AHIF, pense qu'il s'agit d'un parfait exemple de la manière d'opérer dans le secteur hôtelier et une autre bonne raison d'être optimistes concernant l'investissement en Afrique ».

TM



Forum Africain Pour l'Investissement Hôtelier

21-22 juin 2016 Radisson Blu Hôtel 2 Février, Lomé, Togo

www.africa-conference.com/togo



Exploiter la puissance

Dynamiser l'investissement hôtelier en Afrique de l'ouest



GROUPE
KALYAN

FOCUS YAKOU
sarl



ACCORHOTELS
Feel Welcome

**CARLSON
REZIDOR**
HOTEL GROUP

HILTON
WORLDWIDE

Marriott

RDB RWANDA
DEVELOPMENT BOARD